

# L'ANJOU LIBERTAIRE



BULLETIN MENSUEL DU GROUPE DU MAINE-ET-LOIRE  
DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°20 Automne-Hiver 2023

FÉMINISME  
CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

LOGEMENT  
D'UN SQUAT AUX LOGEMENTS DE LUXE

INTERNATIONAL  
LIBERTÉ POUR GAZA

## Rassemblement féministe du 25 novembre

Le 25 novembre 1960 l'assassinat des sœurs Mirabal en République Dominicaine, choque et émeut toute une population déjà fortement réprimée par le régime dictatorial de Trujillo. Patria, Minerva et Maria-Teresa Mirabal sont des militantes révolutionnaires opposantes à la dictature en cours. Déjà, lors de ses études de Droit, Minerva était connue pour ses positions libertaires et son militantisme politique. Quelques années plus tard, avec d'autres, elle participe à la création du "Groupement politique 14 juin", un mouvement communiste révolutionnaire. Deux de ses sœurs rejoignent activement le mouvement. Vue comme une menace par la dictature, les sœurs Mirabal seront à plusieurs reprises emprisonnées et torturées par le régime. Le 25 novembre 1960, les 3 sœurs sont en route pour visiter en prison, des proches, des camarades de luttes et leurs conjoints respectifs. Sur le trajet, le véhicule est intercepté, les 3 militantes sont violées et battues à mort. Les corps mutilés et le véhicule sont mis en scène au fond d'un précipice, grossièrement maquillé en accident. Leur assassinat provoque des révoltes qui mèneront au renversement de la dictature. Parce qu'elles sont des femmes, parce qu'elles luttaient pour la liberté et l'autonomie de tous les individus, sans distinction sexiste ou xénophobe, elles étaient une menace à l'ordre politique et patriarcal en place. Elles se rappellent à nous, à vous, pour que jamais ne soit oublié, que la lutte contre les violences faites aux femmes est une lutte sociale ET profondément politique. Il s'agit de lutter contre les femicides, les violences sexistes et sexuelles mais aussi contre les violences économiques d'un capitalisme toujours plus impitoyable à l'égard des femmes. Mais aussi contre la violence étatique, qui criminalise toujours plus les femmes, notamment à partir de son appareil législatif. Pour ce qu'elles sont, ce qu'elles font de leurs corps, pour leurs choix de vêtements ou de croyance, pour leur désir d'émancipation. En 1981, des militantes lors de la première rencontre féministe régionale sud-américaines, choisissent la date du 25 novembre comme journée de lutte contre les violences faites aux femmes, en mémoire des trois sœurs dominicaines engagées contre la dictature, Patria, Minerva et María Teresa Mirabal. La première Rencontre féministe d'Amérique latine et des Caraïbes a lieu en 1981 à Bogota, en Colombie. Plus tard, les institutions, les états et notamment l'ONU reconnaissent cette date et son objet social. Mais avant cette institutionnalisation du 25 novembre, c'est bien des militantes féministes, anti-racistes, anti-impérialistes

et anticapitalistes qui sont à l'initiative de cette journée, symbole politique des luttes d'émancipation des femmes. Les sœurs Mirabal et les militantes du mouvement féministe latino-américain et des Caraïbes ont ouvert la voix, à nous de poursuivre la lutte. Toutes et tous dans la rue le samedi 25 novembre à 16h, devant la mairie d'Angers.

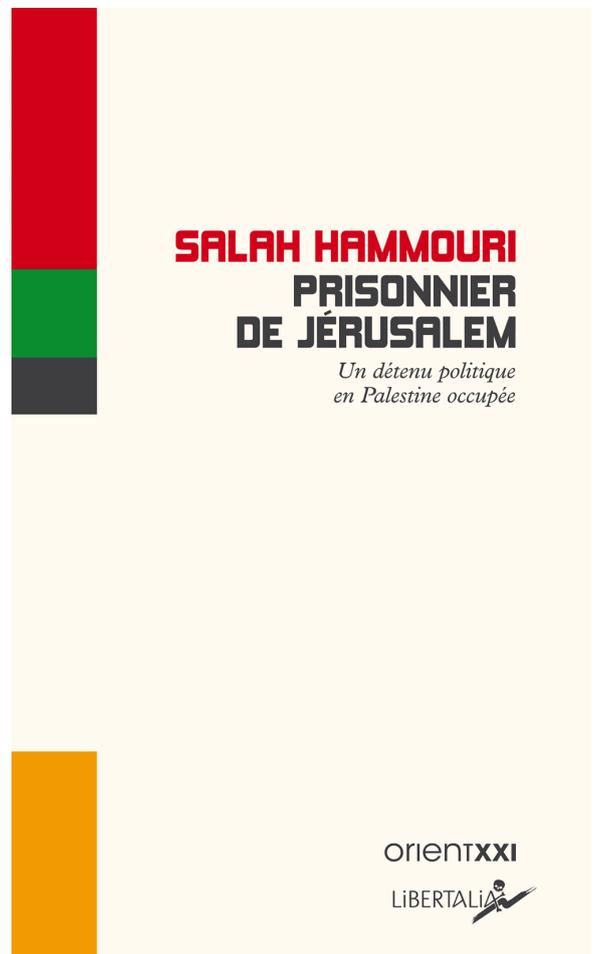


## GAZA, GAZA ANGERS EST AVEC TOI !

Comme dans de nombreux pays, la mobilisation se développe contre les massacres perpétrés à Gaza par l'État d'Israël. À Angers, samedi 18 novembre, nous étions entre 400 et 500 à nous rassembler devant le palais de « justice » avant de partir en manifestation. À l'appel de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité), des associations (Amnesty International, le Mouvement de la Paix, la Libre Pensée...), des syndicats (FO, CGT, Solidaires, FSU...), des organisations et partis politiques (Union Communiste Libertaire, NPA, NPA Jeunes, Lutte Ouvrière, France Insoumise, Jeunesse Communiste, PCF, POI...) ont défilé dans le centre ville d'Angers pour exiger un cessez le feu immédiat à Gaza, l'arrêt des massacres, la justice, la liberté et la paix pour le peuple palestinien. On peut noter l'absence des Verts et du Parti dit « socialiste », ce dernier ayant rallié depuis longtemps le camp impérialiste. Comme les samedis précédents, les militant-es de l'UCL 49 étaient présent-es pour dénoncer les bombardements, les massacres de milliers de civil-es innocent-es, les destructions et la politique fasciste d'apartheid et de colonisation du gouvernement d'Israël, sans oublier la complicité et la duplicité de Macron et de son gouvernement. Soyons de plus en plus nombreux-ses à nous mobiliser ! HALTE AU MASSACRE DU PEUPLE PALESTINIEN !

## À propos de la marche contre l'antisémitisme du 12 novembre 2023

La marche contre l'antisémitisme du 12 novembre appelée par la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet et le président du Sénat Gérard Larcher, a rassemblé 180000 personnes pour l'ensemble du pays et 1500 à Angers. On aurait pu s'attendre à beaucoup plus au vu de l'unanimité de la classe politique. Cette opération politicienne est donc un échec. Ce qui n'a pas empêché ces deux personnes initiatrices de la marche de se dire *heureuses et rassurées par « ce sursaut républicain »*. Mais en termes de bonheur, c'est plutôt le Rassemblement national qui doit en éprouver le sentiment au vu de « l'excellent accueil » qui lui a été fait et qui, de fait, signe l'intégration de ce parti fasciste et antisémite dans ce que les politiciens de tout poil appellent « l'Arc républicain ». Ajoutons encore que l'extrême droite la plus réactionnaire était aussi représentée à travers la présence de la Ligue de Défense Juive (LDJ), de Zemmour et consorts. Quant aux PS, PC et dirigeant-es écologistes, cela ne les a pas tant gêné-es que cela de se retrouver avec le RN dans cette manifestation puisqu'ils se sont également félicités de l'événement. Honte à ces politicien-nes dits de gauche ! On peut dire qu'avec cette marche, les dernières digues contre le RN et le fascisme ont sauté. Si la condamnation de toutes et tous ces politicien-nes est sans appel, il est cependant clair qu'une partie des manifestant-es présent-es voulaient exprimer une inquiétude sincère pour leurs proches, de confession juive et qu'ils-elles souhaitaient ainsi dire leur solidarité, réaffirmer la nécessité de la lutte contre l'antisémitisme voire contre tous les racismes pour une partie d'entre eux et elles. Mais cette manifestation, malheureusement, a pour effet tout le contraire de ce qu'elle prétendait permettre à savoir faire reculer l'antisémitisme. Ce genre d'appel, dans le contexte actuel, ne pouvait que cristalliser les tensions entre communautés religieuses. Comment la communauté musulmane était censée percevoir cette manifestation autrement que comme une attitude de rejet et de haine alors que se déroule sous nos yeux un nettoyage ethnique d'un territoire largement peuplé de musulman-es par un "État-nation du peuple juif". L'erreur ou le calcul des forces de gauche aura été de croire, ou de faire croire, que l'objet de cette marche était la lutte contre l'antisémitisme. Or ce n'était qu'un exemple d'une islamophobie d'État que la gauche aura servi à valider en marchant au côté des fascistes. Notre responsabilité réside dans la lutte acharnée de notre camp contre toute forme de racisme : qu'il s'agisse d'antisémitisme ou d'islamophobie; la gauche se vautrant dans ces tentatives de récupérations ignobles et dangereuses de la droite et de l'extrême droite. Cette marche contribue en fait à diviser les masses populaires de ce pays dont une bonne partie ne se laisse pas abuser par cette propagande du pouvoir qui, objectivement, nourrit des haines communautaires en refusant de condamner tous les racismes.



### Salah Hammouri en Anjou

Mercredi 15 novembre après-midi, Salah Hammouri, avocat franco-palestinien était invité par la médiathèque de Mûrs Érigne dans le cadre de plusieurs événements organisés par L'Association France Palestine Solidarité (AFPS49) pour présenter son livre "Prisonnier de Jérusalem". Une bonne vingtaine de personnes (une conférence la veille avait réuni plus de 150 personnes à Angers) a pu échanger avec lui sur les conditions carcérales subies par les prisonniers palestiniens et sur son propre vécu en tant qu'ex-prisonnier politique palestinien en Israël, mais aussi sur les analyses qui pouvaient être faites sur la situation d'occupation de la Palestine par l'État d'Israël. Ce fut très intéressant avec beaucoup d'éléments et de précisions portées à la connaissance du public qui a parfois du mal à se repérer dans la guerre actuelle à Gaza. Ajoutons qu'il a rappelé la nécessité de poursuivre la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) ; boycott qui est à la portée de chacun d'entre nous pour manifester concrètement notre solidarité avec le peuple palestinien. On ne peut que recommander la lecture de ce livre *Prisonnier de Jérusalem, un détenu politique en Palestine occupée*, aux éditions Libertalia, collection Orient XXI (130 pages, 10 €).



## On a testé pour vous : Les transports gratuits

Suite à un bug un de nos camarades a vu son nombre de voyages explosé sur sa carte A'tout. Touchant du doigt ce que pourrait être les transports gratuits dans une ville comme Angers, notre camarade témoigne, sous la protection de l'anonymat évidemment : « C'est une sensation plutôt agréable je dois dire. Et puis vu l'omniprésence des contrôles je conseille à personne de frauder à Angers, ou alors il faudrait monter une sacrée mutuelle de fraudeurs-euses\*. Bref, tout ça pour dire que désormais je me pose beaucoup moins de questions avant de prendre les transports en commun. Il pleut, il vente, j'ai la flemme, je prends les transports. Enfin, je dis ça mais ça dépend. Pour aller flâner dans le centre-ville ou boire une mousse avec les copains et copines, ok. Mais pour aller au boulot prendre les transports me demande quasiment 30 minutes de plus qu'avec mon véhicule personnel, alors j'y réfléchis quand même à deux fois : prendre mon temps le matin, rentrer vite à la maison le soir, ou utiliser les transports en commun ? Parce qu'on oublie quand même que l'enjeu et le problème central des transports pour des millions de travailleurs et de travailleuses c'est le temps, pas le fait que ça soit écologique, socialement plus responsable, etc. En plus moi je bosse dans le centre-ville, mais pour celles et ceux qui bossent dans un endroit mal desservi, bonjour le temps passé dans les transports et à attendre... Donc pour moi tant qu'on foutra pas en l'air le système capitaliste, qu'on abolira pas le salariat et le travail, revendiquer les transports gratuits, il faut le faire, mais ça reste bien gentil, on sera toujours loin du socialisme ! »

\*Si vous voulez des exemples de mutuelles de ce type allez donc faire un tour sur internet !

## Les riches sont toujours des parasites

Le 10 novembre, *Le Courrier de l'Ouest* a publié un article sur le devenir de l'ancien magasin de meuble quai Robert-Fèvre, qui fut un temps réquisitionné par le collectif de la Grande Ourse afin de mettre à l'abri des personnes à la rue et précaires, et d'alerter sur le problème du logement à Angers. Où l'on apprend, que le projet est encore une fois destiné à un immeuble de prestige, ou le prix du m<sup>2</sup> avoisinera 10 000 euros. Le point d'orgue de cet article étant bien sur l'installation d'une piscine privative sur le toit. Passé d'un endroit qui fut une expérience solidaire à un bâtiment les plus chers d'Angers. Triste ironie. On peut s'interroger aussi sur la vision portée par la municipalité angevine. Cette dernière n'ayant d'yeux que pour les projets immobiliers « de prestige », au détriment de projet immobilier à vocation du plus grand nombres (*ancien Crédit Mutuel rue Thiers, résidence Arborescence au bas de Carnot,...*). L'hypercentre devient le terrain de chasse des riches, les autres étant relégués de plus en plus loin du centre-ville, où les loyers ne sont pas épargnés par la hausse. Dans l'article, Mr Baudaire (propriétaire de l'immeuble et porteur du projet) se plaint de l'épisode de la Grande Ourse, car il « avait donné sa parole à des gens qui m'en demandait toujours plus. J'ai été énormément déçu. » On serait presque attendri de ses larmes de crocodiles. Le bâtiment étant laissé à l'abandon depuis plusieurs années participant à la spéculation immobilière et à la raréfaction de l'offre. Le rédacteur de l'article n'ayant semble t il pas eu envie de pousser ses investigations trop loin, je tiens à rappeler que le collectif avait accepté le principe de convention avec le propriétaire, mais que ce dernier était aux abonnés absents au moment de la signature. On peut aussi s'interroger sur le traitement réservé au collectif de la Grande Ourse par l'auteur de l'article. Celui-ci, parle de militant-es d'ultragauches, de manifestation qui ont dégénéré, faisant la part belle au journalisme de préfecture. Reprenant les thèses du propriétaire, sans aucun recul critique, il aurait été de bon ton, peut être de chercher à avoir la version du collectif. Le journalisme de cour semble avoir de beau jour devant lui. Alors que la crise du logement ne cesse de s'aggraver à Angers et ailleurs, on voit bien quel avenir les riches et nos édiles nous dessinent. Des riches dans l'hypercentre, logeant dans ses immeubles de prestiges, avec une offre commerciale réservée (*Bonjour les Halles Biltoki*), reléguant ainsi une fraction toujours plus grande de la population en périphérie des villes. La sécession la plus dangereuse semble donc être toujours celle de la bourgeoisie.



UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

WWW.UNIONCOMMUNISTELIBERTAIRE.ORG

le 20 novembre 2023



# Le patriarcat est une arme de destruction massive

## Les violences faites aux femmes, un arsenal de guerre

Les conflits armés ont des conséquences spécifiques sur les femmes : viols, meurtres, esclavage sexuel ; prostitution, grossesse et stérilisation forcées. Depuis des décennies, des féministes dénoncent ces crimes et démontrent le lien étroit des guerres avec le patriarcat, le capitalisme et le racisme. Les violences sexistes et sexuelles exacerbées par la guerre sont profondément enracinées dans notre société patriarcale, y compris en temps de paix.

### Les violences n'ont pas de pays, pas de religion, pas de frontières

Au sein des personnes qui subissent des exils forcés par les guerres, 75% sont des femmes et des enfants partout exposé-es à la violence et à l'exploitation.

En 2020, l'ONU a répertorié des violences sexuelles liées à des conflits armés dans 18 pays d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient surtout mais aussi en Amérique du Sud, en Asie ou en Europe<sup>1</sup>. En 2022, elle dénonçait la « stratégie militaire du viol » des forces russes en Ukraine. En Iran et en Afghanistan, la situation s'aggrave toujours. 13,8 millions de femmes ont besoin d'une assistance pour survivre. Le mariage précoce et les déplacements imposés se sont intensifiés. En octobre 2023, le Rojava, territoire révolutionnaire et démocratique au Kurdistan syrien, a subi une attaque de l'État turc avec son lot de violences spécifiques envers les femmes. Lors de l'attaque du Hamas du 7 octobre, les femmes civiles tuées ont été exhibées nues, violées, certaines

ont été décapitées, démembrées et brûlées.

Des milliers de femmes et d'enfants ont été tué-es et blessé-es dans la bande de Gaza. Le manque d'accès à l'eau, l'électricité, la nourriture et les médicaments entrave les services de santé notamment pour les 50 000 femmes enceintes. Comme dans toute zone de guerre, les exploitations sexuelles s'intensifient.

### Ici, rien ne bouge

Macron a déclaré les VSS « grande cause nationale », mais rien ne modifie nos réalités de manière tangible.

213 000 femmes subissent des violences physiques ou sexuelles de la part de leur (ex-)conjoint chaque année. 94000 sont victimes de viol ou de tentatives de viols chaque année et 250 sont violées chaque jour. Dans 91% des cas de violences sexuelles, les femmes connaissent les agresseurs. 1 femme sur 6 commence sa sexualité par un rapport non consenti. 1 femme sur 2 a déjà subi une violence sexuelle. 16% des français-e-s ont subi une maltraitance sexuelle dans l'enfance.

32% des femmes ont déjà été victimes de harcèlement sexuel au travail. 80% des femmes en situation de handicap ont été victimes de violences. 75% des agressions islamophobes visent des femmes.

85% des personnes transgenres sont agressées au cours de leur vie.

Au 28 octobre 2023, il y a eu 107 féminicides en France.

Pour soutenir nos sœurs là-bas, continuons le combat ici :

- pour obtenir des moyens pour les assos qui luttent contre les VSS, pour les droits des femmes et des personnes LGBTI, des personnes exilées ou sans-papiers ;
- pour obtenir la régularisation de tous-tes ;
- pour dénoncer le rôle de l'état français dans les conflits armés, exiger l'arrêt des exportations d'armes et lutter contre la militarisation de la société ;
- pour dénoncer tous les fascismes politiques et religieux dont les premières victimes sont toujours les femmes et les enfants.

ne pas jeter sur la voie publique SVP

Notre mensuel, *Alternative libertaire*, est disponible en kiosque et à la librairie Les Nuits Bleues (21 rue Maillé à Angers)

Site fédéral de l'Union communiste libertaire : [unioncommunistelibertaire.org](http://unioncommunistelibertaire.org)

Site de l'Union communiste libertaire 49 : [ucl49.fermeasites.net](http://ucl49.fermeasites.net)

Pour nous contacter : [ucl-angers@communisteslibertaires.org](mailto:ucl-angers@communisteslibertaires.org)

Suivez nous aussi sur les réseaux sociaux [facebook](#) [diaspora](#) et [instagram](#)!

## S'informer

